

FIL D'ACTUALITÉ

Suivez l'actualité 2019 mois par mois

Juillet 2019

Mardi 2 juillet

Le Conseil européen propose la candidature de Christine Lagarde pour présider la Banque Centrale européenne. Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) depuis 2011, l'ancienne ministre de l'Économie française accepte sa nomination et choisit de démissionner de ses fonctions au FMI le 16 juillet. Sa nomination à la tête de la BCE devrait être rapidement confirmée.

Vendredi 5 juillet

Les résultats du bac 2019 sont publiés ce jour, dans un climat extrêmement tendu. La mobilisation des professeurs contre la loi Blanquer s'est traduite, dans un nombre non négligeable de commissions, par la rétention des notes de la part des correcteurs (130 000 copies selon la plateforme *BloquonsBlanquer*, 80 000 selon l'Éducation nationale). Ces derniers ont en effet décidé de se mettre en grève et n'ont donc pas participé aux jurys de délibération chargés, à la veille de la date officielle des proclamations des résultats, de saisir les notes de l'ensemble des candidats. Partout où des notes manquaient, les présidents de jury ont reçu l'ordre, transmis par Monsieur Blanquer, de mettre une note de « contrôle continu » (correspondant à la moyenne annuelle de l'élève). La situation était cependant plus délicate en l'absence de livrets scolaires. Des professeurs, mais également des chefs d'établissement ont critiqué ces irrégularités, dénonçant une absence d'équité entre les élèves. De son côté, le ministre de l'Éducation a incriminé les professeurs grévistes, annonçant son intention de leur retirer 15 jours de salaire mais également de fichier les « preneurs d'otage ».

Dimanche 7 juillet

La coupe du monde de football féminin s'achève ce dimanche, par une victoire des États-Unis face aux Pays-Bas (2-0). Les tenantes du titre avaient éliminé la France en quart de finale.

Lundi 8 juillet

En Grèce, le Premier ministre Alexis Tsípras, au pouvoir depuis 2015, est battu par son rival conservateur Kyriákos Mitsotákis. Alexis Tsipras avait organisé des élections législatives anticipées après les défaites successives de son parti, Syriza, aux élections locales, régionales et européennes de 2019.

Lundi 8 juillet

Michelle Bachelet, Haut-Commissaire de l'ONU aux Droits de l'Homme a publié ce lundi un communiqué dans lequel elle s'indigne des conditions de détention des migrants aux États-Unis. L'ancienne présidente chilienne dénonce notamment la situation des enfants, « contraints de dormir sur le sol dans des installations surpeuplées, sans un accès adéquat à des soins de santé ou à de la nourriture et dans de mauvaises conditions sanitaires. » Ce communiqué officiel intervient dans un contexte houleux pour

l'administration Trump, déjà assailli de critiques pour avoir séparé depuis le mois d'avril plus de 2 500 enfants migrants de leurs parents.

Mercredi 10 juillet

Le ministre de la Transition écologique, François de Rugy, est au cœur d'un scandale politique après les révélations du journal Mediapart. Dans un article publié ce mercredi, Mediapart révèle les dîners luxueux organisés par de Rugy, alors président de l'Assemblée nationale, entre juin 2017 et septembre 2018. Au menu : homard, champagne et vin issu de la cave de l'Assemblée nationale, le tout aux frais du contribuable. Dans la foulée, le journal en ligne a révélé la location par de Rugy d'un logement social à Nantes depuis 2016, de même que le financement de travaux à hauteur de 63 000 euros à l'hôtel de Roquelaure, lieu de résidence du ministre en fonction.

Jeudi 11 juillet

Vincent Lambert est décédé ce jeudi matin à Reims. Âgé de 42 ans, l'homme était dans un état végétatif depuis un accident de la route survenu en 2008. Sa situation était particulièrement médiatisée du fait du violent conflit qui déchirait sa famille. Si ses parents militaient pour son maintien en vie, la femme de Vincent Lambert, mais également plusieurs de ses frères et sœurs, réclamaient l'arrêt des soins, estimant qu'il s'agissait d'un acharnement thérapeutique contraire à ce qu'aurait souhaité Vincent Lambert. En l'absence de directives anticipées, la famille a multiplié les recours en justice qui ont, coup sur coup, suspendu puis validé l'arrêt des traitements. Depuis 2008, l'affaire Lambert a alimenté en France les débats liés à l'euthanasie, à l'acharnement thérapeutique mais aussi au droit des personnes en situation de handicap.

Vendredi 12 juillet

Aux États-Unis, l'Agence fédérale de l'immigration (ICE) suscite un tollé en annonçant son intention de mener une vaste opération afin d'arrêter les immigrés en situation irrégulière présents dans le pays. Le Président Donald Trump s'est félicité de ces raids massifs prévus dès le 14 juillet dans 10 villes du pays (New York, Baltimore, Miami, Chicago, Atlanta, La Nouvelle-Orléans, Houston, Denver, San Francisco, Los Angeles). Dans plusieurs des villes concernées, les maires ont contesté cette opération et annoncé qu'ils refuseraient de coopérer. À la Chambre des représentants, des élus démocrates ont exprimé leur inquiétude de voir de nouveau des enfants migrants séparés de leur famille.

Dimanche 14 juillet

En ce jour de fête nationale, le Président Emmanuel Macron était présent sur les Champs-Élysées pour le traditionnel défilé militaire. Après avoir descendu la célèbre avenue parisienne, il s'est installé à la tribune présidentielle, place de la Concorde, aux côtés de plusieurs dirigeants européens et de son épouse. Alors qu'il descendait les Champs-Élysées aux côtés de son chef d'État-major, il a été hué par des gilets jaunes.

Dimanche 14 juillet

Donald Trump a de nouveau fait parler de lui en multipliant les propos polémiques. Dans un contexte tendu, alors que l'annonce du

coup de filet massif de l'ICE a suscité dans tout le pays des marches de solidarité avec les migrants, le président des États-Unis a publié une série de tweets racistes et xénophobes invitant notamment quatre élues démocrates du Congrès, toutes de nationalité américaine (Alexandria Ocasio-Cortez, Ayanna Pressley, Rashida Tlaib et Ilhan Omar), à retourner dans leur pays.

Dimanche 14 juillet

En tennis, le Serbe Novak Djokovic remporte la finale de Wimbledon contre le Suisse Roger Federer. Il s'agit de sa 16^e victoire en Grand Chelem.

Lundi 15 juillet

Le rapport annuel sur « l'état de la sécurité alimentaire dans le monde » publié par l'ONU révèle que près de 11 % de la population mondiale souffre de sous-nutrition dans le monde, soit plus de 820 millions de personnes. Pour la troisième année consécutive, et alors que nous produisons suffisamment pour nourrir les 7,7 milliards d'êtres humains qui peuplent notre planète, la faim progresse dans le monde.

Lundi 15 juillet

Emmanuel Macron s'est rendu en Serbie pour tenter de renouer des relations diplomatiques avec ce pays. Les relations entre Paris et Belgrade sont tendues depuis, notamment, la reconnaissance officielle par la France de l'indépendance du Kosovo. Le dernier Président français à s'être rendu en Serbie était Jacques Chirac, en 2001.

Mardi 16 juillet

Le musicien sud-africain Johnny Clegg s'est éteint ce jour à Johannesburg. Âgé de 66 ans, il luttait depuis des années contre un cancer. Chanteur engagé contre l'apartheid, il avait notamment été propulsé sur le devant de la scène internationale avec son tube « Asimbonanga » (« Nous ne l'avons pas vu », en langue zouloue), dédié à Nelson Mandela.

Mardi 16 juillet

En Iran, la justice a confirmé l'arrestation de l'anthropologue franco-iranienne Fariba Adelhah sans toutefois donner davantage de détails. Cette arrestation intervient dans un contexte particulièrement tendu entre l'Iran et plusieurs pays occidentaux, marqué notamment en mai 2018 par la décision unilatérale des États-Unis de se retirer de l'accord international sur le nucléaire iranien conclu en 2015.

Mardi 16 juillet

Les députés du Parlement européen ont finalement voté pour l'Allemande Ursula von der Leyen. Cette ancienne ministre de la Défense allemande, proche d'Angela Merkel, devient ainsi la première femme présidente de la Commission européenne, élue pour un mandat de 5 ans. La candidature d'Ursula von der Leyen a suscité de vives tensions : une partie des députés européens estiment en effet qu'elle contredit l'objectif de démocratisation de l'Union européenne. La candidature d'Ursula von der Leyen avait été choisie le 3 juillet par les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'Union européenne, à l'issue d'un conseil européen animé. En choisissant Ursula von der Leyen, les chefs d'État et de

gouvernement avaient en effet ignoré le principe du « Spitzenkandidat ». Selon cette règle tacite, le poste de président de la Commission européenne doit revenir au chef de file du grand parti européen arrivé en tête aux élections européennes. Or, Ursula von der Leyer n'a même pas fait campagne pour les élections européennes de fin mai.

Mardi 16 juillet

François de Rugy présente sa démission après les révélations de Médiapart. Le ministre de la Transition écologique a annoncé sa décision sur Facebook tout en indiquant qu'il entendait porter plainte contre Médiapart pour diffamation.

Mardi 16 juillet

Le Parlement, après un ultime vote au Sénat, adopte définitivement ce mardi le projet de loi Santé porté par la ministre Agnès Buzin. Relatif à « l'organisation et à la transformation du système de santé », le texte est débattu au Parlement depuis le mois de mars, dans un contexte de crise aux urgences.

Jeudi 18 juillet

Plusieurs fois repoussé, le projet de réforme du régime des retraites, maintes fois évoqué par Emmanuel Macron, semble avancer. Le haut-commissaire qui pilote le dossier, Jean-Paul Delevoye, a en effet dévoilé ce jour ses propositions pour le futur système universel des retraites qui doit remplacer les 42 régimes existants aujourd'hui. Ses recommandations doivent servir de base au projet de loi du gouvernement prévu pour 2020. De l'aveu même de Jean-Paul Delevoye, ce projet fera « des gagnants et des perdants ».

Vendredi 19 juillet

À Brasilia, le Président brésilien Jair Bolsonaro a convié ce jour la presse étrangère à un petit-déjeuner. Avec véhémence, le chef d'État d'extrême-droite a critiqué ce qu'il considère comme des « *fake news* ». Affirmant que « personne ne meurt de faim au Brésil », il a également revendiqué les pleins droits de son pays sur l'Amazonie : « L'Amazonie est au Brésil, pas à vous. » Selon l'ONU, plus de 5 millions de Brésiliens souffraient de la faim en 2017.

Vendredi 19 juillet

L'Algérie remporte la finale de la Coupe d'Afrique des nations (football) face au Sénégal. Dans la journée, en Algérie, la population a manifesté contre le pouvoir pour un 22^e vendredi de mobilisation depuis le 22 février.

Mardi 23 juillet

En France, deux enquêtes de l'Assemblée nationale et du gouvernement sont publiées ce jour au sujet de « l'affaire de Rugy ». Ces deux enquêtes estiment qu'il n'y a eu « aucune irrégularité » de la part de l'ancien ministre mais reconnaît que le prix de certaines prestations était « manifestement excessif ».

Mardi 23 juillet

En France, les députés votent pour la ratification du CETA (traité de libre-échange entre l'UE et le Canada), avec 266 voix contre 213. Ce traité très controversé doit supprimer les droits de douane sur 98 % des produits échangés entre l'Union européenne et le Canada. Il avait été ratifié par le Parlement européen en février

2017, après plus de 7 ans de négociations. Pour entrer en vigueur, il doit désormais être ratifié, à l'instar de la France, par les pays membres de l'UE.

Mardi 23 juillet

Greta Thunberg s'est exprimée devant l'Assemblée nationale. Âgée de 16 ans, la Suédoise, icône des jeunes mobilisés contre l'inaction climatique, a tenté d'interpeller les députés français quant à l'urgence de la situation climatique. Dans les jours qui ont précédé son intervention, des députés de droite avaient appelé à boycotter le discours, critiquant son jeune âge.

Mardi 23 juillet

Au Royaume-Uni, Boris Johnson remplace Theresa May comme chef du Parti conservateur. Il prendra donc dès mercredi 24 juillet ses fonctions de premier ministre du Royaume-Uni. Cet ancien maire de Londres, leader de la campagne pro-Brexit, est souvent comparé à Trump pour sa versatilité et ses propos polémiques. Il entend en priorité rendre le Brexit effectif, y compris si la sortie des Britanniques de l'UE doit se faire sans accord.